

LE FUTUR CODE DU TRAVAIL DEVRAIT L'ENCADRER DAVANTAGE

L'emploi des étrangers non qualifiés reste autorisé

L'emploi de la main-d'œuvre étrangère non qualifiée restera autorisé, Mohamed El-Ghazi laissant entendre que le futur code du travail devrait encadrer davantage l'employabilité des non-Algériens.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale était l'hôte, jeudi dernier, du Conseil de la Nation, à l'occasion d'une séance de questions orales. Une seule question a été posée au ministre du Travail, portant sur l'emploi des étrangers dans les secteurs qui accusent un grand déficit de main-d'œuvre, notamment le BTPH et l'agriculture, et sur la nécessité de revoir la législation rela-

tive. Répondant, Mohamed El-Ghazi indiquera que la réglementation régissant le recrutement des étrangers, en vigueur depuis 1981 (la loi 81-10 du 11 juillet 1981), autorise le recours à la main-d'œuvre d'autres pays, notamment quand elle n'est pas qualifiée.

Ainsi, le ministre de l'Emploi indiquera que des permis de travail temporaires ont été octroyés à 31 315 étrangers dont 28 276 activant dans le bâtiment et les travaux publics, 2 267

dans l'industrie, 731 dans les services et 11 dans l'agriculture. Ces permis ont été octroyés, précise le ministre du Travail, à des personnes dont le niveau est inférieur à celui de technicien et qui sont autorisées à suppléer à la main-d'œuvre locale. Ce type de recrutement dont les conditions sont définies par la réglementation de 1981 ainsi que par les divers amendements apportés ultérieurement, s'opère en fonction de besoins précis, notera le ministre du secteur qui rappelle que des instructions ont été formulées pour davantage de «flexibilité». Voire, la question de l'emploi des étrangers tant qualifiés que non devrait être

encadrée par le futur code du travail, un texte qui est soumis à concertation. C'est ce que laisse entendre Mohamed El-Ghazi même s'il ne précisa pas la nature des dispositions attendues. De même qu'il éludera la problématique de la régularisation des indus employeurs et la prise en charge des étrangers qui travaillent dans l'informel, dans des conditions de précarité sociale et économique assez éprouvantes. De fait, le recrutement de non-Algériens se poursuivra même si le ministre arguera davantage de la faible employabilité des étrangers. Ainsi, il indique que la main-d'œuvre étrangère recensée et recrutée à titre

temporaire ne représente que 0,87% du nombre global des travailleurs. Soit, à la fin 2014, 62 976 étrangers détenteurs de titres de travail, dont 51 717 dans le bâtiment, 3 387 dans l'industrie, 2 835 dans le secteur tertiaire et 37 dans l'agriculture.

Quant à l'amélioration de la main-d'œuvre locale, Mohamed El-Ghazi indiquera essentiellement que son département ministériel et celui de la formation et de l'enseignement professionnels ont signé une convention en vue de stimuler la qualification et booster l'employabilité dans les secteurs économiques déficitaires.

C. B.

AMAR GHOUl DEVANT LES MEMBRES DU CONSEIL DE LA NATION

Le Snat 2030 en cours d'évaluation

Le Schéma national d'aménagement du territoire à l'horizon 2030 est en cours d'évaluation, notamment dans le domaine touristique, indiquait jeudi Amar Ghoul.

Le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, qui répondait assez longuement à une question orale d'un membre du Conseil de la Nation, a indiqué que cette évaluation concerne les avancées réalisées et vise à «comblar les lacunes et insuffisances et remédier aux dysfonctionnements constatés». Certes, le ministre du Tourisme se déclarera réfractaire à tout procès, à toute remise en cause de l'action de ses prédécesseurs. Mais se voulant uniquement soucieux de valoriser l'existant et d'aller de l'avant, Amar Ghoul escompte que cette évaluation puisse permettre d'aboutir à la formulation d'un nouveau plan pour le développement du secteur du tourisme. Un secteur dont la contribution au produit intérieur brut (PIB) n'est que de 2%. Soit l'opportunité de valoriser les atouts touristiques importants et variés que recèle le pays (notamment au Sahara, au niveau des sites culturels et spirituels, les stations thermales...), générer davantage de richesses et de croissance hors hydrocarbures, développer l'alternative au financement budgétaire et stimuler l'investissement. Le ministre du Tourisme indique ainsi que l'Algérie dispose d'une importante assiette foncière (plus de 53 000 hectares pour les 288 zones d'expansion touristique) en attente d'exploitation, les investisseurs bénéficiant de conditions avantageuses dans les régions sud et les Hauts-Plateaux, de la gestion décentralisée des dossiers et d'un suivi efficient. Cela même si quelque 936 projets touristiques, d'une valeur de 400 milliards de dinars et visant la

création de 50 000 postes d'emploi et l'extension des capacités d'hébergement à 136 000 lits contre 99 000 lits, ont déjà démarré, selon Amar Ghoul. Ce qui implique d'améliorer les prestations et de mieux faire connaître la destination Algérie aux nationaux notamment, une campagne promotionnelle étant déjà lancée en ce sens, mais aussi de prioriser le tourisme saharien, spirituel et d'œuvrer à réhabiliter, voire reclassifier les 205 stations thermales en activité. L'opportunité pour le ministre du Tourisme d'évoquer également une opération prochaine de classement des hôtels sur la base

de critères internationaux. Evoqué certes par Amar Ghoul, le développement de l'artisanat en Algérie a été davantage explicité par la ministre déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, chargée de l'Artisanat, Aïcha Tagabou. Répondant à une question d'un autre sénateur, la ministre déléguée, qui présentera la stratégie sectorielle initiée, laissera entendre néanmoins que le problème de la désorganisation des espaces de vente et d'exposition risque de perdurer.

C. B.



Photo : Samir Sid

Amar Ghoul.

PROBLÈMES SOCIAUX, GRÈVES INOPINÉES À AIR ALGÉRIE

Le ministre des Transports incite au dialogue

Le ministre des Transports incite la direction générale de la compagnie aérienne nationale Air Algérie à engager le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Répondant, jeudi dernier, à une question d'un membre du Conseil de la Nation, portant sur la récurrence des mouvements de grève, souvent sans préavis et lancés notamment par les personnels navigants, et générant des retards, des perturbations pour les passagers, Boudjemaa Talai estimera ainsi que le dialogue est opportun, prioritaire. Il assurera avoir instruit la nouvelle direction d'œuvrer en termes de concertation et prise en charge des problèmes, afin d'éviter les grèves et autres actions «inopinées». Une concertation, un recours au dialogue qui a permis la suspension d'un mouvement de grève, prévu vendredi dernier, relève le

ministre des Transports. Ce faisant, Boudjemaa Talai se montrera assez critique à l'égard des deux parties. Il évoquera bien les multiples lacunes de la compagnie aérienne en matière de prestations et qualité de service et auxquelles la nouvelle législation régissant l'aviation civile est censée pallier, dans l'intérêt des passagers. Néanmoins, le ministre des Transports considérera également que les syndicats de la compagnie ont parfois agi dans l'irrespect de la réglementation relative aux conflits de travail, en matière de préavis, de mise en place d'un service minimum.

Auparavant, Boudjemaa Talai avait répondu à une question d'un autre sénateur portant sur les retards enregistrés dans la réalisation du nouvel aéroport d'Annaba et du tramway devant relier Annaba à El-Bouni. Il indiquera ainsi que les travaux de réalisation du nouvel aéroport, lancés depuis 2016, ont été retardés

dés mais avancent actuellement à 85%, la nécessité de l'élargir se posant afin de se conformer à la nouvelle loi sur l'aviation civile. Ce faisant, la réception de l'aéroport d'Annaba est prévue pour septembre prochain et sa mise en service dès la fin de l'année ou début 2016. Programmé depuis la fin 2009, le projet de tramway d'Annaba est quant à lui quasi gelé.

L'engagement des travaux de réalisation bute en effet sur la définition du tracé, la société civile annabie s'opposant au passage par le cours de la Révolution et l'avenue du 1^{er} Novembre, les collectivités locales restant indéterminées. Faisant état du lancement d'une enquête d'utilité publique et de l'examen des diverses options, le ministre des Transports a, néanmoins, laissé entendre que la réalisation du tramway d'Annaba pourrait être reportée.

C. B.

NEUVIÈME CONSEIL D'ASSOCIATION UE-ALGÉRIE À BRUXELLES

L'intérêt et le territoire

Lamamra connaît parfaitement les rouages et les mécanismes qui font fonctionner la machine UE.

D'un mot, on peut les résumer par un seul vocable «intérêt».

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Déjà, avant l'ouverture solennelle de ce neuvième round du Conseil d'association entre les deux entités, le relex algérien a surenchérit et gagné. Il ne voulait pas discuter avec une représentation européenne de niveau subalterne. C'est Fédérica Mogherini, haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité qui a donc co-présidé avec le chef de la diplomatie algérienne la réunion.

Sur le fond, Lamamra a joué l'offensive à outrance en plaçant des banderilles, partout, sur le corps affaibli par la crise de l'Union européenne. Le mémorandum algérien présenté lors de ce conseil est clair, sans nuance et accuse lourdement l'Europe. L'accord d'association signé en 2005 est extrêmement favorable à Bruxelles alors que les dividendes attendus par Alger ne

pointent pas encore à l'horizon. Il est vrai que tout n'est pas de la faute aux Européens si les Algériens n'ont pas mis à niveau leurs entreprises, n'ont pas amélioré le système bancaire, pris des retards considérables pour la modernisation des actes commerciaux, n'exportent presque rien et n'ont même pas eu le réflexe salvateur de rendre leurs ports, aéroports attractifs.

Depuis une décennie, l'Algérie est entrée politiquement dans une nouvelle phase avec l'Union européenne alors, qu'économiquement, le reste, c'est-à-dire l'essentiel, n'a pas suivi.

L'Algérie ne peut donc pas saisir les opportunités d'affaires avec l'Europe. Elle est en déphasage structurel.

N'empêche que le ministre algérien des Affaires étrangères est dans son rôle lorsqu'il signale à l'Union européenne que le traité de 2005 profite presque exclusivement à l'Europe et que l'Algérie achète pour plus de 30 milliards de dollars chez son partenaire et que depuis la levée des barrières douanières, le Trésor public algérien est déficitaire de trois milliards de dollars par an. Pourtant, rien ne sert de se lamenter et il faut, vite, rattraper ce qui peut l'être. La nature de l'accord d'association et les mécanismes de son application permettent des négociations - renégociations sans remettre en cause le traité. C'est

à peu près ce qu'est venu proposer à Bruxelles Lamamra. Par rapport à l'Union européenne, l'Algérie n'est pas démunie. Au contraire, que du contraire ! Marché plus qu'intéressant pour les produits européens, Alger est un fournisseur-clef d'énergie pour le Vieux-Continent.

Avec les relations tendues avec la Russie, Bruxelles ne tient pas en ces moments difficiles à se compliquer la vie avec les Algériens. D'autant que ces derniers sont un élément essentiel et indispensable pour la sécurité de l'Europe. Les dialogues intermalien et interlibyen pilotés par Alger sont d'une importance stratégique pour les 28. Le confort de l'Europe commence en Afrique subsaharienne et à partir des côtes de Libye et c'est l'implication totale de l'Algérie, l'Europe risque et peut être débordée par les flux migratoires lesquels, si Alger faisait défaut, se multiplieraient de façon exponentielle.

La Commission européenne est consciente de cela et, pour le moment, Bruxelles n'a pas mis la corde au cou d'Alger. Elle le voudrait qu'elle n'y arriverait pas ! La question des droits de l'Homme et des libertés est partie prenante du processus de Barcelone (accord d'association) et lorsqu'ils sont évoqués, ce n'est nullement comme préalable. D'ailleurs, généralement c'est le Parlement européen (PE) qui monte au cré-

neau en ces choses-là, le gouvernement de l'Europe (Commission) continuant à s'occuper des intérêts, uniquement des intérêts des Etats membres.

Tant et si bien que l'Union européenne dans un passé récent a proposé Mubarak d'Egypte comme président de l'Union pour la Méditerranée et à Ben Ali de Tunisie, elle était sur le point de lui offrir le siège du secrétariat permanent de ce serpent de mer, et c'est le cas de l'écrire, dit «UPM».

Alors qu'avec Israël et le Maroc, deux pays colonisateurs, Bruxelles n'a absolument pas de problèmes particuliers de droits de l'Homme, de libertés étouffées, de gens assassinés, de femmes violées, d'enfants révoltés, de richesses de peuples opprimés pillées, et de destructions de patrimoines historiques. Ghaza, Laâyoune, Dakhla, El-Khalil, El-Khalkhoul, circulez, il n'y a rien à voir...

Cette neuvième session du Conseil d'association a retenu une vingtaine de programmes dans laquelle l'Algérie est partie prenante.

En définitive, si l'Algérie désire rééquilibrer les échanges avec l'UE, une seule option : importer moins et exporter plus. Là ce n'est pas de la tarte et ce n'est pas la faute à Bruxelles.

A. M.